

L'islam d'aujourd'hui, une source de danger pour les libertés (3e partie)

Derrière le communautarisme, il y a une mise à l'écart des autres qui interdit de se défendre avec eux sur des intérêts communs, l'introduction d'un nouveau tribalisme. Cette logique communautaire en rencontre une autre, celle qui anime le capitalisme qui entend abolir par l'entremise de la promotion de l'individualisme et des droits des minorités, la notion de bien commun et d'action collective qui ont façonné la France moderne. Autrement dit, l'organisation de la société selon le principe de la reconnaissance des cultures et des religions, en produisant de la fragmentation sociale, laisse tout simplement le champ libre à la liberté totale d'exploiter. Ceci est rendu d'autant plus facile que la plupart des organisations de gauche revendiquent l'idée que, la promotion de l'individu et de ses droits, spécialement identitaires, est comme la condition même de la modernité, sans rien dire des devoirs propres au respect d'une loi commune dont l'appropriation est comme l'essence de ce qui soutient l'édifice pour faire peuple avec les autres.

Le communautarisme religieux au service de la liberté totale d'exploiter

La personne d'origine immigrée est ici invitée à bénéficier légitimement de droits communs, mais en même temps et contradictoirement à défendre un droit de reconnaissance identitaire qui s'oppose à la défense du bien commun d'où ce dont elle bénéficie transmute, et se trouve indissociable d'une condition globale du droit républicain au service de tous. La laïcité, autour de laquelle s'articule les grands acquis sociaux prolongeant le principe d'égalité, en étant

remise en cause par ceux qui mettent leur religion au-dessus de la responsabilité du citoyen, du bien commun et de l'intérêt général, mettent en danger en réalité jusque des conquêtes sociales qui font de la France ce qu'elle est, un pays qui n'a pas laissé s'imposer la seule logique du marché et l'individualisme et su se donner un modèle social unique par des luttes courageuses et populaires.

La prima de l'identitaire sur la laïcité, une privation de libertés

Ce qui devient de plus en plus une évidence, c'est que l'argument du respect des cultures et de la tolérance justifie que s'installent des arrangements de la République avec l'islam qui vont jusqu'à la liberté de la burka. Sans rompre avec certaines traditions et valeurs religieuses qui fabriquent des comportements qui sont en anachronisme avec le progrès des relations sociales, des mœurs, et représentent ainsi des archaïsmes moyenâgeux, il n'y a pas d'intégration possible. L'interdiction de la burka, du voile total, devrait être, une des plus élémentaires et symboliques manifestations de la volonté de l'Etat français d'intégration et de métissage des populations d'origine étrangère, contre les mises à part et les réclusions.

Il faut stopper ce mouvement de communautarisation qui gagne chaque jour du terrain en raison du laxisme politique qui domine et de l'intimidation dont procède l'argument de la tolérance des cultures, faisant passer ceux qui réclament l'application des mêmes lois de la République à tous pour des liberticides ! Ce prima de l'identitaire sur la laïcité se traduit concrètement par des privations de libertés qui touchent d'ors et déjà des dizaines de milliers de personnes, femmes et enfants en têtes, et qui va en concerner des millions si on ne fait rien, si on ne prend pas les décisions propres à réaliser un coup d'arrêt à ce phénomène. Ce qui est défendu ici, c'est une lutte contre le danger d'éclatement de

la nation et de la république, d'anéantissement de la laïcité, prédestinant à un recul social et politique sans précédent, qui nous concerne tous, immigrés ou non, croyants ou non.

Un islam en France qui crée des zones de non-droits pour les femmes

Bizarrement, si on voyait ressurgir des religieuses en tenue dans les quartiers ou des soutanes, on crierait au secours, alors qu'ici, aujourd'hui, concernant la burka, cette abjection, il y a une tolérance révoltante, qui n'est pas sans incidence sur le développement inquiétant de ces phénomènes, de la propagation tout particulièrement du port du voile par des islamistes ainsi encouragés par le neutralisme. Une situation qui est le reflet d'une confusion idéologique entretenue par des médias complaisants, en phase avec une classe politique qui pratique le clientélisme religieux, mettant en recul les réactions de ceux qui s'inquiètent à juste titre face à ce phénomène. Si certains des pourfendeurs bien pensants de la misogynie occidentale, de la gauche caviar ou gauchiste, n'ont pas de mots assez forts pour la condamner, autant, dès qu'il s'agit de femmes d'origine étrangère, musulmane par excellence, au nom du respect des cultures on s'interdit toute intervention pointée comme un jugement de valeur et renvoyant chaque femme musulmane à son propre sort. C'est bien l'égalité entre les sexes qui connaît un recul brutal avec la montée de l'influence de la religion dans les populations d'origine arabe et africaine en France, mais aussi un recul de la pénétration de la modernité.

Abdelwahab Meddeb, professeur à l'Université Paris X, connu pour une défense raisonnée de l'héritage musulman, décrit une

situation actuelle comme étant dans ce domaine « la période la plus noire de l'histoire des arabes », avec un monde arabe, « désert culturel », marquée par un analphabétisme qui atteint 50% des femmes, alors qu'on n'y traduit que 300 livres par ans, trois fois moins qu'en Grèce... (Revue « L'Histoire », interview de Abdelwahab Meddeb, n°272, janvier 2003) Un bilan qui n'est évidemment pas sans incidence sur les pratiques de l'islam en France, alors que la montée des revendications en faveur du voile à l'école, avec le cas des jeunes filles de Creil en 1989, concordait avec la montée du FIS (Front Islamique du Salut) en Algérie.

Une jeune fille d'origine maghrébine explique, lors d'une assemblée publique en proche banlieue parisienne, que dans la cité où elle vient visiter ses parents, en voiture, des jeunes se réclamant de l'islam l'interpelle pour lui demander pourquoi elle conduit, qu'elle ne devrait pas pour être une bonne musulmane ! On sait que dans le pays de la Mecque, l'Arabie Saoudite, la conduite pour les femmes est interdite et réprimée par une police religieuse. Une jeune fille qui témoignait sans rien ne renier, ni de ses origines ni de sa religion, mais rejetant profondément cet islam là, qui prend pied de plus en plus dans les quartiers. Que faut-il dire pour se convaincre des dangers d'une conception religieuse portant l'islam au-dessus de la loi commune, niant l'égalité homme-femme ? Reprendre encore les propos de Maryam Namazie, militante iranienne pour la liberté dans son pays, féministe, désignée militante laïque de l'année 2005 par la « National Secular » Association britannique, qui explique que « l'islam politique et l'islam (d'aujourd'hui) sont complètement antithétiques des droits de la femme, de l'égalité homme-femme et de nombre de droits et de libertés »

Une complicité tacite révoltante avec un islam antidémocratique et parfois

criminel

On entend pas de réaction de ceux du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) que l'on désignent comme représentant un islam modéré contre le rôle du Hezbollah au Liban ou du Hamas en Palestine, à Gaza par exemple, ni de cris lorsque l'on apprend qu'une adolescente en Iran vient, acte sans nom, de se faire exécuter pour mauvaise conduite au lieu d'être soutenue dans le cadre d'une protection de l'enfance qui nous est chère en France, ou lorsqu'en Arabie Saoudite la pratique stricte de la charia donne lieu à des lapidations et des mises à mort publiques régulières, lorsqu'un tribunal islamique à Islamabad lance une « fatwa » exigeant la démission de la ministre du Tourisme, Madame Nilofar Bakthiar, pour avoir simplement fait avec un homme un saut en parachute en tandem, ou encore, lorsque la République islamique du Soudan mène une guerre moyenâgeuse sans pitié à toutes les populations non-arabes de son territoire, aux noirs animistes ou chrétiens, par l'entremise de l'arme de la faim et de la guerre.

Une guerre qui a déjà fait 250.000 morts dans le Sud Soudan en 1988, épisode curieusement oublié depuis, véritable génocide qui n'a cessé chaque jour de grossir (voir en ligne l'excellent témoignage de Patrice Barrat, de Point du jour, à travers son documentaire « Famine, Fatigue ou le pouvoir de l'image »), avant les centaines de milliers de morts d'aujourd'hui dont les médias feignent de découvrir l'ampleur de l'horreur, avec précaution et relativisme, en raison de leur suivisme chronique de l'influence idéologique du pouvoir et des grandes puissances, qui tergiversent par delà les attitudes de circonstance pour réagir, faisant passer les intérêts financiers et géopolitiques de la mondialisation, de la Chine à l'Amérique, avant toute réelle préoccupation humanitaire.

Rappelons au passage que les Etats-Unis, alliés alors du Soudan qu'ils ont armé, ont refusé de voir ce qui se passait

là-bas parce que l'enjeu pour eux était ailleurs, par obsession anticomuniste, Kouchner alors Secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire dans la même dynamique, pour accuser l'Ethiopie communiste d'alors faussement de « déportation » de populations pendant que l'on assassinait à tour de bras au nom de la République islamique de Kartoum. Où sont les défenseurs des Droits de l'homme avec leur ingérence humanitaire pour faire cesser les crimes odieux et génocidaires du Régime du Soudan qui perdure, au nom de l'islam, un islam de guerre qui doit être mis au banc des nations, alors que l'Irak, sur de faux arguments construits de toutes pièces, a été réduite à l'état de néant actuel avec des assassinats d'Etat perpétrés contre les anciens dirigeants de ce pays instrumentalisés de longue date par les Américains eux-mêmes.

Une révolte pour l'égalité, bien de tous dans le respect des particularismes de chacun

Ne devrait-on pas se révolter devant cette situation d'un islam vindicatif vis-à-vis des libertés publiques, qui imperceptiblement gagne du terrain chaque jour, aussi parce que les médias dominés par le boboïsme à l'humanisme creux propage une idéologie dominante inscrite dans le projet d'une société où le respect serait d'abord celui des différences avant d'être celui des libertés, emboîtant le pas à ceux qui rêvent des Etats-Unis d'Europe, moule d'une Europe ethnique qui aurait effacé toute idée de nation et de peuple, livrée à la globalisation, avec en arrière plan une extrême-droite ne pouvant voir que d'un très bon œil cette orientation qui préserve les occidentaux « de souche » de tout mélange, de toute décoloration...

Il y a ici une réflexion à avoir sur la concordance d'idées qui peut se dégager dans ce continuum entre un humanisme gauchiste à courte vue qui nie toute modernisation de l'islam

s'inscrivant dans les principes de la nation, avec ceux, les puissants, qui sont les ennemis du peuple qui ne le conçoit qu'à genoux et divisé, et l'extrême droite raciste qui refuse tout mélange et est favorable aux mises à part communautaristes. Il faut résolument mettre en accusation ce système et simultanément, appeler ceux d'origines et de religions diverses à faire de l'égalité leur propriété, leur grande cause, pour mieux vivre leurs différences sous le signe des libertés qui leurs appartiennent autant qu'aux autres, et auxquelles le communautarisme religieux veut les soustraire.

A suivre

Guylain Chevrier,

historien